

Plus de 100.000 Burundais ont fui dans les pays voisins, selon l'ONU

@rib News, 15/05/2015 - Source AFP Genève - Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) s'est inquiété vendredi de la fuite massive des Burundais, plus de 100.000 étant arrivés dans les pays voisins depuis le début des troubles post-électorales. En une semaine, ce chiffre a plus que doublé, puisque vendredi dernier le HCR avait comptabilisé plus de 50.000 réfugiés depuis début avril.

Au total, près de 70.200 réfugiés ont fui en Tanzanie, alors qu'ils n'étaient encore que quelque 17.700 il y a une semaine. Par ailleurs, environ 26.300 personnes sont entrées au Rwanda et près de 9.200 dans la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), a indiqué le HCR. En Tanzanie, le nombre de nouvelles arrivées a fortement augmenté au cours des derniers jours, a déclaré une porte-parole du HCR, Karin de Gruijl, lors d'un point de presse à Genève. Plus de 50.000 Burundais réfugiés dans ce pays se trouvent à Kagunga, sur les bords du lac Tanganyika (lac qui baigne le Burundi et la Tanzanie), a-t-elle poursuivi, citant des chiffres donnés par les autorités tanzaniennes. Il y a des rapports indiquant qu'au moins 10.000 personnes attendent de traverser la frontière pour la Tanzanie, a-t-elle ajouté. La porte-parole a expliqué que les conditions de vie des réfugiés à Kagunga sont devenues très dures, en raison notamment d'un manque d'eau potable, de latrines et d'abris. Les services de santé sont par ailleurs submergés. Le village tanzanien, qui est entouré par une chaîne de montagnes difficiles d'accès, est surtout accessible par bateau. Aussi, le HCR a loué un vieux ferry pour faciliter le transit des réfugiés burundais de Kagunga vers Kigoma, où ils sont ensuite transférés dans le camp de Nyanrugusu. Ce navire vieux de plus de 100 ans peut transporter 600 personnes à chaque fois, et le trajet dure 10 heures. Pour l'instant, plus de 18.000 réfugiés ont été transportés de Kagunga au camp de Nyanrugusu. Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme de l'ONU, Zeid Ra'ad Al Hussein, a indiqué pour sa part vendredi que les Nations Unies étaient profondément préoccupées par la situation extrêmement tendue au Burundi, et mis en garde contre le risque réel que le pays s'enfonce encore dans le chaos. Nous recevons des messages alarmants de défenseurs des droits de l'homme et de journalistes qui craignent pour leur sécurité, a-t-il dit, exhortant les autorités à garantir qu'il n'y aura pas de représailles illégales après ce coup d'Etat avorté. La désignation le 25 avril au Burundi du président Pierre Nkurunziza comme le candidat de son parti, le Cndd-FDD, à la présidentielle du 26 juin avait déclenché des manifestations marquées par des violences ayant fait une vingtaine de morts.